

# **Socialistes, Altermondialistes, Écologistes**

*Contribution générale déposée par le mouvement Utopia*

*Dans le cadre du Congrès du Parti Socialiste de Reims*

*« Ils ont échoué parce qu'ils n'avaient pas commencé par le rêve »  
Shakespeare*

**Par UTOPIA**

*Cette contribution générale est également téléchargeable sur notre site [www.mouvementutopia.org](http://www.mouvementutopia.org)*

Pour la signer il vous suffit d'envoyer un mail à [utopiaps@mouvementutopia.org](mailto:utopiaps@mouvementutopia.org) en indiquant votre fédération ou d'envoyer un courrier à Mouvement Utopia, 33 rue Falguière, 75015 Paris.

**Les 280 premiers signataires, issus de 64 fédérations :**

**Contribution générale déposée par Franck Pupunat (membre titulaire du Conseil National, 01)**

Samir ABDELLI 05, Martine ABOUYEHIA 92, Evelyne ACCIARI 01, Sébastien ACQUIER 31, Hervé ADET 88, Anita ALEGRE 81, Jean ALEXANDRE 79, Louis ALLIOT 75, Pascal ARNAC 75, Franco BALESTRAZZI 75, Brigitte BARANDON 84, Colette BARNAY 75, Catherine BARTHE DEJEAN 92, Michel BEAUBOIS 45, Patrice BEAUDRY 75, Mauricette BEJOINT 01, Guy BELLANGER 93, Christian BELLOT 84, Gonzalo BELMONTE 75, Georges BEN SAMOUN 75, Sabine BENTEJAC 63, Vincent BERNARD 87, Claude BERRARD 94, Claudine BERTHOUD 77, Marion BERTHOUD FFE Maroc, Jean-Paul BESSIERE ORSONI 75, Aimé BESSON 38, Marie BIDAUD 75, Jacqueline BLOCHS 94, Lionel BLONDELLE 52, Laurent BONNAYS 81, Jean-Pierre BOUE 47, Emmanuel BOUHIER 63, Nabil BOUNECHADA 63, Philippe BOUQUET 61, Michel BOUTEILLER 65, Eliane BURCKLEN 68, Marie-Claude BUSSI 91, Jocelyne CABANAL DUVILLARD 35, Jacques , CANEVET 29, Colette CAPELLE 59, Pierre-Alain CARDONA 13, Jean-François CARON 37, Jean Christophe CARREY 13, Jacques CHABOUTE 04, Pierre CHAGNON 63, Michel CHARRIER 93, Annie CHEVALDONNE 63, Jean-Paul CHIDIAC 75, Saïd CHIHAB 01, Christiane CHIROL 91, Yves CHIROL 91, Hervé COLAS 01, Guy COLLIN FFE Allemagne, Françoise COLOMBIER 42, Michèle COLS 59, Nicolas COPPIN 59, Roger COSTERG 01, Christine COUDRAY 37, Jeanne COUPPIE FFE Pays Bas, Joachim COUR FFE Luxembourg, Françoise COURTEY 75, Bernard CRAYSSAC 05, Michel CULLIN FFE Autriche, Jean DARROT 74, Claude DECHRISTE 76, Jean-Marie DE-LACOTE 88, David DELALIN 75, Emmanuel DELATTRE 31, Stéphanie DE MESLON 31, Dominique DERCLE 85, Jean-Yves DETOURBE 59, François DEVAUX 75, Amadou DJIRE 01, Laurent DOLIAS 13, Matthieu DONJON 91, Jacques DRAY 60, Delphine DRUT 01, Eliane DRUT GORJU 01, Marie-Nicole DUBOIS 92, Violaine DUCHASSEINT 75, Gérard DUPERIER 01, Denis DUPERTHUY 74, Thierry DUPEUBLE 86, Philippe DURAND 69, Jacques EGOT 36, Adel ELIT 01, Huguette EMILE 69, Jacky EMILE 69, Elisabeth ESCUYER 77, Pierre ESTLIMBAUM 78, Jean-Paul FABRE 30, Alexandre FABRY 69, Mireille FALAIZE-SAGBOHAN FFE Kenya, Edith FELIX 75, Chrystelle FERRIER 93, Robert FIDENTI 84, Guillaume FOLTZ 84, Frédéric FONTAINE 59, Francesca FORMULARO 13, Alphonse FOUADIANGANA 75, Sylvie FOUGERES 38, David FOURNIER 84, Christophe FRANCOIS 75, Alain FROCHEN 77, Jean-Pierre GAFFIE FFE Suisse, Nelly GALETTE 61, Philippe GALLION 75, Rosine GAUTIER 75, Jean-Pierre GAY 74, Claude GENSBEITEL 68, André GEROMIN 37, Alain GLASBERG 30, Rémi GOGUEL 95, Gilberte GORJU 01, Jacques GRANIE 82, Benjamin GREBOT 68, François GUERIN 28, François GUILLEMENT 44, Nicolas GUILLET 77, Jean-Philippe GUILLOTON 59, Nabila HANACHI 59, Prune HELFTER (FFE Japon), Nicole HERING 68, Joelle HEURTEL 91, Jérémy HOUSSAY 57, Sylvain HUET 78, Andréa IACOVELLA 42, Mathieu JACQUOT 51, Marc JACQUIN 81, Lionel JAMON 42, Cyrille JEANNEAU 37, Armande JOSEPH 04, Nicole JOSEPH 04, Tristan KLETHI 68, Annie KOHLI 01, Blanche KOHLI 01, Jean-François KRZYZANIAK 10, Isabelle LABROT 84, Alain LAFONT 01, Robert LAMAZE 88, Jean LAPLANCHE 24, Vincent LE ROUZIC 92,

Marie-Christine LECLERCQ 59, Kévin LECUIVRE 13, Grégory LEE 69, Pierre LEGROS 59, Pierre LEMOIGNE 61, Alice LEMOINE 59, Jean LESAGE 59, Fred LHERAUD 40, Catherine LIBEAUT FFE Pays Bas, Franck LICHAIRE 84, Henry LOMBARD 13, Christian LOMBARD 38, Pierre-Jean LORENS 59, Laurent MABILLE 59, Sylvie MADORE 83, Zoe MAGARINOS 92, Manfred MANKOWIECKI 62, Jacques MARCHAL 68, Monique MARCHAL 68, Geneviève MARECHAL 01, Claude MARECHAL 21, René MARET FFE Italie, Gabriel MARIE 62, Alain MAROT 94, Jean-Luc MARTIN 28, Antoine MARTIN 75, Valérie MARTIN 76, Patrice MEILLIER 77, Martine MEISSIMILLY 05, Diego MELCHIOR 75, Tiphaine MERALDO 75, Claude MERCIER 01, Thierry MESSGER 25, Zohra METAHRI 75, Didier METAYER 19, Cécile METIVIER 83, Samuel METIVIER 83, Thomas METZ 31, Jean-René MICHEL 13, Raymonde MICHON 01, Alfredo MINETTI 54, Marta MINETTI 54, Luc MONNIN 31, Philippe MONNIN 34, Corinne MOREL DARLEUX 75, Nathalie MOSCHETTO 59, Munir MOUBARAK 76, Nathalie MOUTON 73, Gilles MUHLACH 24, Sabrina NEDJARI 81, Françoise NORMAND 29, Jacques NORMAND 29, Valérie NORMAND 13, Annick NOWAK 65, Nathalie NOWAK 65, Miguel Angel NUNES 92, Serge ODOBET 01, France OSTROWIECKI 64, Marie-Claude OUDARD 39, Louise PAGNIER 04, Nicolas PAGNIER 04, Frédéric PALLU 22, Eric PALOUS 01, Laure PASCAREL 75, Jean François PASQUET 54, Midge PEARSON 63, François PELARD 91, Stéphane PERNET 84, David PETILLON 59, Jean PETILLON 59, Thomas PETIT 77, Bernard PETIT 77, Hélène PETIT 77, Colette PETONNET 75, Martial PICOT 59, Thibaut PIET-BORDIER 84, Jean-Philippe PILLEMAND 75, François PIGNET 75, Jean-Christophe POIDVIN 45, Jacques PONCET 01, Laurianne PONCET 01, Olivier POULAIN 35, Frédéric POUZOULET 31, Caroline POUX 78, Jean POYETON 91, Marie-Noëlle PRAS 71, Alain PUJO 65, Nathalie PUJO 65, Claire PUPUNAT 01, Franck PUPUNAT 01, Sylvain RAIFAUD 75, Jean-Yves RAULT 22, Hervé RECOQUILLE 44, Stéphanie RECOQUILLE 44, David RIGAL 01, Dominique RIGALLEAU 92, Jacques ROBILLARD 59, Olga ROCHARD 75, Florian ROCHETTE 34, Féline RODRIGUEZ 09, Jean-Marie ROSENBERGER 59, Philippe ROSSI 13, Alain ROQUIER 81, Michel ROY 86, Denise ROY 86, Julio SA REGO FFE Pays Bas, Stéphane SALAH 59, Matthieu SAUNAL 75, Claude SERVY 63, Jean-François SILVENT 75, Aswandeo SOOKEEAH FFE Ile Maurice, Maurice SOUCHE 26, Patrick STORA 33, Gérard SUGIER 63, François TAIN 38, Jean-Luc TANGUY 75, Jacky THOINON 01, Maryse THOINON 01, Christiane THORELLE 74, Hugues THUILLIER 91, Corinne TIQUET 54, Lionel TORCHIA 97, Bruno VAISSE 64, YOURI VAISSE 64, Eric VARNILD 75, Jean-Yves VASLIN 44, François-Xavier VIAL 92, Jacques VIAN 16, Denis VICHERAT 75, Axelle VINCKX 75, Jean-Jacques VINUREL 74, Marie-Christine VINUREL 74, Jean-Marie VIROT 77, Christian VIVIER 79, Jean VUAILLAT 77, Joëlle WELLSING 78, Samuel YCLON 78, Farida ZEKKARI 01.

## **Sommaire**

---

|  |             |
|--|-------------|
| <b>1. Introduction : poser la question du sens et de l'idéal</b>   | <b>p. 3</b> |
| <b>2. L'alterdéveloppement : notre réponse aux impasses de la croissance, de la société de consommation et de la centralité de la valeur travail</b> | <b>4</b>    |
| 2.1. Capitalisme, démocratie et alterdéveloppement   | 4           |
| 2.2. Notre alterdéveloppement  | 6           |
| <b>3. Contre trois aliénations fondamentales</b>   | <b>8</b>    |
| 3.1. La « religion » de la croissance  | 8           |
| 3.2. La consommation, nouvel opium du peuple   | 12          |
| 3.3. Le travail érigé en valeur  | 13          |
| 3.4. De nouveaux indicateurs de richesse   | 17          |
| <b>4. Conclusion : réinventer la politique</b>   | <b>19</b>   |
| <b>5. UTOPIA, une démarche politique globale</b>   | <b>20</b>   |

## **1. Introduction : poser la question du sens et de l'idéal**

Faire de la « bonne » politique c'est d'abord avoir une vision précise de la société vers laquelle on veut aller. Combattre efficacement la révolution conservatrice en cours alliant ultralibéralisme économique et pratique autoritaire du pouvoir nécessite de concevoir une nouvelle pensée et un projet à la hauteur de cet enjeu.

La politique aujourd'hui se résume au mieux à un art des moyens qui oublie sa finalité, au pire à une simple conquête ou conservation du pouvoir.

Nous devons reprendre le combat des objectifs et des idées pour proposer une alternative ambitieuse mais crédible au modèle néolibéral qui domine actuellement la scène mondiale. Construire un projet de société, c'est définir et organiser les conditions de vie qui permettront à chacun de s'épanouir. Force est de constater que sur ces points nous nous situons souvent aux antipodes des idées reçues.

Pour construire, il faut préalablement déconstruire et pour cela identifier les aliénations que nous devons combattre. Pour Utopia, les trois premières aliénations des sociétés développées sont le dogme de la croissance comme solution aux maux économiques, le dogme de la consommation comme seul critère d'épanouissement individuel, la centralité de la valeur travail comme seule organisation de la vie sociale. Le combat contre ces trois aliénations est indispensable pour construire le cadre de la société dans laquelle nous voulons vivre et les modalités d'un véritable alterdéveloppement.

Notre alterdéveloppement doit permettre à chacun d'intégrer la société, d'être autonome en disposant non seulement de moyens financiers d'existence, mais aussi des outils lui permettant d'exercer un jugement éclairé, de participer à des choix communs. Être un citoyen actif, ce n'est pas seulement produire et consommer, c'est aussi apprendre à vivre ensemble, comprendre les enjeux de notre société et participer à la vie politique.

A travers notre approche de l'écologie, notre vision altermondialiste et notre conception élargie des droits fondamentaux, nous proposons les moyens de reconstruire un nouveau modèle de société.

Nous revendiquons cette utopie qui considère que la réflexion alliée à l'imagination, que les principes de fraternité combinés à la volonté farouche de s'attaquer aux causes du dérèglement social et écologique, arriveront à fédérer un mouvement fort, solidaire, capable de proposer une véritable alternative au capitalisme.

Nous n'avons pas la prétention d'apporter systématiquement du neuf sur le « marché » de la culture politique, mais de resituer nos propositions dans une perspective globale. Notre originalité consiste aussi à porter ces analyses et propositions au sein des mouvements et partis de gauche, des objecteurs de croissance au parti socialiste, en passant par les verts, les altermondialistes, les antilibéraux et les alternatifs.

UTOPIA appelle à l'émergence d'une gauche d'avant-garde fondée sur une identité écologiste, altermondialiste et anti productiviste, capable de transformer la société, de porter de nouveaux idéaux et de les réaliser.

## **2. L'alterdéveloppement : notre réponse aux impasses de la croissance, de la société de consommation et de la centralité de la valeur travail**

### **2.1. Capitalisme, démocratie et alterdéveloppement**

*« Notre modèle de production et de consommation a été conçu pour étendre la domination du capital aux besoins, désirs, pensées, pour nous faire acheter et consommer ce qu'il est dans l'intérêt du capitalisme de produire. Les producteurs/consommateurs sont mis au service du capital et non l'inverse. Le lien entre la création de richesse et la création de valeurs est rompu. N'est reconnu comme richesse que ce qui peut s'exprimer en argent. Les services collectifs seraient donc à abolir dans la mesure où ils freinent et empêchent la croissance de la consommation individuelle » (André Gorz).*

Nous devons faire le constat que la Gauche en France a renoncé à prendre position vis à vis du capitalisme. En général, elle utilise le terme dans ses discours et ses programmes sans vraiment lui donner un sens en parlant indifféremment de capitalisme ou de sphère marchande, en lui affublant des adjectifs choisis (capitalisme financier, capitalisme libéral...) comme si le terme en soit n'était pas suffisamment signifiant.

Cela traduit une posture beaucoup plus profonde qu'une simple prise de position sémantique. Force est de constater que la Gauche ne se pose plus la question de la pertinence du système qui régule aujourd'hui l'ensemble des rapports sociaux. Ce faisant, elle se condamne à ne proposer que des ajustements « à la marge ». Or selon nous, la légitimité à construire un projet politique à Gauche porteur de sens, porté par un idéal fort, ne peut s'ancrer que dans une remise en cause du système capitalisme. En effet, le piège du capitalisme est de se présenter comme un « système économique » alors qu'il est beaucoup plus que cela. C'est un système politique, un système économique, un système social qui régit la quasi totalité des différentes sphères de la vie des individus.

Il est donc urgent de mener une première bataille politique : il s'agit d'une bataille culturelle qui différencie notamment capitalisme et sphère marchande. L'un est un système global qui gouverne l'économie et la société, l'autre est un espace pouvant servir à réguler une partie de la production de biens et services. L'un n'implique pas forcément l'autre.

### **Notre projet implique une remise en cause du système capitaliste**

Si la sphère marchande n'est pas condamnable en soi, notre projet remet nécessairement en cause le capitalisme car celui-ci combine 2 caractéristiques qui en font, selon nous, un système incompatible avec notre alterdéveloppement :

La rentabilité du capital comme unique objectif. Le capitalisme organise l'ensemble des facteurs de production (humains et matériels) en fonction de son objectif premier. Dans ce modèle, la prise en

compte des dimensions environnementales, sociales ou éthiques résulte soit de l'instinct de conservation du système, soit d'un positionnement stratégique ou marketing.

Si la compréhension et la dénonciation des différentes formes de capitalisme (financiers, libéral...) nous permet d'adapter nos modes d'actions, nous estimons que ces différentes formes ne recouvrent en somme que plusieurs faces d'un seul et même modèle. Il n'existe pas de « bon » capitalisme.

Le caractère englobant ou systémique du capitalisme. Une des grandes forces du capitalisme est de se faire passer comme un outil « technique ». On tente aussi de nous faire croire que cet outil ne serait ni « bon » ni « mauvais » en soit, mais simplement un mode de régulation des échanges permettant d'ajuster l'offre à la demande... Cet artefact, profondément intégré par la société toute entière, constitue le principal levier de légitimation du système. Or, le capitalisme est englobant, et englobant par nature, à la fois pour l'individu mais également pour la société.

En transformant les désirs en besoins, en érigeant en valeur le travail et le mérite, en posant l'échelle économique et sociale comme la hiérarchie naturelle des rapports humains, il dépasse largement le champ « économique » pour régir sans le dire la quasi totalité des rapports sociaux. Le capitalisme revêt un caractère totalitaire dans la production du monde, c'est à dire dans la production des liens qui fondent la vie en société et l'histoire commune. Il enferme l'imaginaire et borne les possibilités pour l'homme d'envisager un nouveau rapport au monde.

Le stade actuel du capitalisme aggrave encore ces caractéristiques : l'ouverture des marchés (de biens, de services, de capitaux) privent les nations de leur faculté de déterminer librement les politiques économiques, fiscales, de redistribution, environnementales... Par ailleurs, le dogme de la concurrence pure et parfaite implique la régression des secteurs publics et des politiques sociales.

Plus que jamais, le capitalisme accentue aujourd'hui le primat de l'économique sur le politique.

### **Notre projet est incompatible avec une appropriation publique et centralisée de tous les moyens de production**

Si nous rejetons le système capitaliste, nous rejetons tout autant la tentation d'une appropriation publique et centralisée de tous les moyens de production censée assurer un équilibre social, environnemental durable et équitable pour tous. Même si l'histoire n'avait pas tranché sur cette option, nous pensons que notre projet est également incompatible avec ce système pour 3 raisons.

- D'abord, il est illusoire de penser que l'appropriation publique de tous les biens de production favorise un quelconque épanouissement de l'homme au travail. Le caractère aliénant est intrinsèquement lié au travail, même si les avantages sociaux permettent bien entendu de desserrer la contrainte. Nous pensons que le travail n'a pas de lien direct avec la réalisation de soi.
- Ensuite, une organisation centralisée et planifiée de l'ensemble de toutes les productions serait liberticide et conduirait nécessairement à une impasse : organiser la production signifie encadrer l'expression, la créativité... Elle impliquerait de contrôler tous les citoyens et leurs activités en fonction des objectifs qu'elle s'est assignée.
- Enfin, planifier toutes les productions implique de prévoir les consommations humaines et les répartir ce qui aboutit nécessairement à figer la société ou à l'orienter de façon arbitraire.

### **Nous proposons un dépassement du système capitaliste**

Au terme d'un processus démocratique, nous redessinerons tout d'abord les contours du domaine public, de la sphère marchande régulée, de l'économie sociale et solidaire. Pour chacun de ces secteurs, nous redéfinirons les règles du contrôle politique et citoyen et nous agirons pour la reconnaissance et l'extension des biens communs et des biens de connaissance.

Nous élargirons donc considérablement le domaine public en proposant une réappropriation publique (via l'Etat, les collectivités locales et d'autres acteurs public) des secteurs touchant aux besoins fondamentaux.

Nous limiterons le champ de la sphère marchande tout en l'encadrant par des normes sociales, environnementales. Si la rationalité des principaux acteurs et notamment l'espérance d'une rentabilité du capital pour l'entreprise s'exercera toujours dans cette sphère, elle sera limitée, encadrée. Chaque fois que cela est possible, nous inciterons les entreprises à produire de façon localisée leurs différentes productions.

Nous favoriserons l'appropriation collective, démocratique, relocalisée et décentralisée des moyens de production via notamment une socialisation de l'investissement. Cette appropriation permettra notamment un développement de l'économie sociale et solidaire et une réduction progressive du rôle aujourd'hui central des marchés financiers.

Notre alterdéveloppement appelle bien une rupture culturelle qui affiche clairement le primat du politique sur l'économique et la mise en place d'un système humaniste gouvernés par et pour les citoyens.

## **2.2. Notre alterdéveloppement**

Le dépassement du système capitaliste implique la mise en œuvre d'un nouveau projet politique. Cet autre projet, notre alterdéveloppement, nécessite d'abord une rupture culturelle indispensable à la remise en cause des dogmes de la croissance, de la consommation et de la valeur travail afin de créer un nouvel imaginaire. Un nouvel imaginaire politique pour débattre et construire ensemble une politique citoyenne qui met en avant la gratuité, l'accès inconditionnel aux droits, un nouveau rapport au temps, une démarche altermondialiste et écologiste. A droite bien entendu, mais aussi à gauche, l'écrasante majorité des acteurs politiques ne remet plus en cause ces dogmes, seule manière, selon eux, de combattre le chômage et de réduire les inégalités. C'est donc bien le système de développement actuel et sa logique qu'il convient de rejeter.

L'alterdéveloppement est un développement radicalement différent de celui d'aujourd'hui, un développement pluriel de nos sociétés. Radical ne veut pas dire extrémiste, donc potentiellement tyrannique. Ce qualificatif doit être compris dans son sens étymologique : ce qui va à la racine des choses.

Pour Utopia, cette réflexion passe par un premier objectif, essentiel et préalable : celui de dessiner le projet de société que nous envisageons, un projet de société fort et mobilisateur et ainsi de poser la question du sens. Nous refusons que l'argent soit la mesure de toute richesse et la source de tout sens. Nous voulons proposer des valeurs qui déclassent véritablement le matérialisme rampant : nous devons imaginer une société où il existe un infléchissement de cette

course à la consommation matérielle, où l'on renonce à cet imaginaire économique, où l'on cesse de croire que "plus" égale "mieux" et où l'on redécouvre une consommation plus proche de nos besoins réels.

Nous devons changer radicalement de modèle si nous voulons éviter le grand désordre mondial et le désastre écologique annoncés. Ce changement passe par la prise de conscience citoyenne et collective, la volonté des politiques et des mesures d'application volontaristes et équitables.

Nous pensons que la politique relève aussi de nos actes quotidiens pour incarner nos idées et nous nous engageons autour d'un nouveau pacte social nécessaire pour changer notre société, individuellement et collectivement.

*Comme Dominique Méda, nous affirmons que « L'ambition de notre société n'est pas le développement économique ou l'accumulation de biens, mais le développement de l'ensemble de la société. Un développement collectif et durable, qui s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie et de la mise à disposition pour tous des ressources matérielles et immatérielles nécessaires pour permettre à chacun de vivre pleinement son humanité et sa citoyenneté active. La répartition des biens, des revenus, l'accroissement du niveau d'éducation et de santé de l'ensemble de la population, la capacité à maîtriser la violence, l'accès et la qualité des services publics, la vitalité de la vie sociale et démocratique, le degré d'égalité entre hommes et femmes, le respect de l'environnement, la maîtrise par les individus de leur temps, la qualité de vie, l'accès à la Culture, la sécurité économique... sont autant d'indicateurs qui permettent de mesurer la véritable richesse d'un pays ».*

Mais vouloir imposer par le haut une vision et les actions qui en découleraient serait réinventer un nouveau totalitarisme. Ce projet de développement universel, l'alterdéveloppement, doit permettre à chacun de faire pleinement partie de la société, d'être autonome en disposant non seulement de moyens financiers, mais aussi des outils lui permettant d'exercer un jugement, de participer à des choix communs. Être un citoyen actif, ce n'est pas seulement produire et consommer, c'est aussi participer à la décision politique et comprendre les enjeux de notre société. « Le rôle de citoyen doit primer sur celui de travailleur et de consommateur » (Dominique Méda). Or le système économique actuel est fondé sur la logique « création de besoin / consommation / production / travail » et représente une inacceptable marchandisation de l'homme. Au contraire, la diversité des activités humaines - amicales, familiales, amoureuses, artistiques, culturelles, politiques - est une source d'enrichissement individuel et social. Elles sont nécessaires et essentielles à l'épanouissement de chacun, l'espace occupé par le travail est tel qu'il déprécie et réduit considérablement leur place.

Le développement de la préoccupation purement économique est allé de paire avec la dépolitisation de la grande masse de la population. La grande majorité des citoyens laissent à une classe spécialisée le soin de gérer les affaires publiques, comme si celles-ci n'avaient pas pour objet d'être vraiment publiques et donc l'affaire de tous. Remettre en cause le modèle de société actuel, c'est construire une société répondant à la devise républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité... et placer cette dernière au cœur de notre projet car c'est elle qui peut donner un sens et une assise plus solide au vivre ensemble démocratique.

Si le socle de la République est bien la liberté et l'égalité, la fraternité en est la perspective. Cette fraternité dépasse la notion de solidarité qui, elle, a pour message de compenser des inégalités, des injustices, sans nécessairement remettre en cause le cadre économique, politique, libéral productiviste qui produit ces inégalités. La solidarité compose avec les hiérarchies et les injustices. La fraternité va plus loin. Nous souhaitons en faire la preuve par l'expérience en l'intégrant totalement à notre réflexion. Cette réflexion nous ramène dans l'espace de la cité, au « vivre ensemble » individuel et collectif. La perspective d'une société fraternelle en appelle assurément à une économie du don, de l'échange et de la réciprocité.

## **3. Contre trois aliénations fondamentales**

### **3.1. La « religion » de la croissance**

*« L'industrialisme et la religion de la croissance sont inhérents au capitalisme. On ne peut pas avoir un capitalisme sans croissance. Si on doit changer nos modes de consommation, il faut aussi changer nos modes de production, donc l'organisation sociale » (André Gorz).*

Aujourd'hui, les différentes organisations politiques et associations qui militent pour une remise en cause de la croissance abordent essentiellement cette problématique sous l'angle écologique en prenant en compte les limites physiques de la planète. Ces limites nous appellent à la sobriété. C'est important, mais ce n'est qu'un des aspects.

La croissance ne peut pas avoir vocation à réduire la pauvreté, ni à renforcer la cohésion sociale. Un même taux de croissance peut correspondre à un accroissement ou à une réduction des inégalités. Et une croissance illimitée dans un monde fini est une illusion : « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer infiniment dans un monde fini est un fou... ou un économiste » (Kenneth E. Boulding). Il nous semble tout aussi dogmatique et inefficace de se déclarer pour une décroissance qui pourrait à son tour être synonyme de « moins bien être » social. Comme certains objecteurs de croissance, « Nous sommes convaincus qu'il faut dépasser la contradiction croissance/décroissance car elle nous entraîne dans l'immobilisme » (Paul Ariès). Nous ne proposons pas de croissance négative mais plutôt l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, de la consommation pour la consommation. La croissance, ou son image inversée, la décroissance, ne peut pas plus être un objectif en soi. Les vraies questions sont : croissance de quoi, pourquoi et pour qui ? Décroissance de quoi, pourquoi et pour qui ? En fonction de quels objectifs, au service de quel idéal de société ?

Nous voulons sortir de la polémique stérile croissance / décroissance. Ces termes sont perçus comme exclusivement économiques. Or, on confond trop souvent croissance économique, progrès et développement humain. En effet le PIB et sa progression n'ont pas de sens pour mesurer le bien-être d'une société. Rappelons qu'une catastrophe naturelle peut augmenter fortement le PIB et donc la croissance. Il ne prend pas non plus en compte les incidences négatives et l'impact humain, social et psychologique en dehors du coût financier que d'éventuelles réparations pourraient engendrer.

## **La croissance économique n'empêche pas la montée des inégalités**

« Il n'est pas plus facile de réduire les inégalités quand il y a de la croissance. L'histoire de ces 25 dernières années le prouve, avec dans presque tous les pays riches une progression de la richesse économique et des inégalités » (Jean Gadrey).

En 1960, l'écart de revenu entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres de la planète était de 1 à 30. Il est en 2007 de 1 à 80. Les 500 personnes les plus riches possèdent l'équivalent du revenu des 500 millions les plus pauvres. Un « très riche » gagne donc autant qu'un million de ses semblables.

Soixante-dix pour cent du commerce mondial est sous le contrôle de 500 entreprises. Ford et General Motors ont des ventes supérieures au PIB de l'Afrique Sub-Saharienne. Microsoft affiche 37 milliards de dollars de bénéfices en 2005 alors que l'ONU estime qu'avec seulement 20 milliards de dollars par an la sous-alimentation pourrait être éradiquée, qu'avec 15 milliards on pourrait fournir de l'eau potable partout dans le monde et qu'avec 12 milliards il serait possible de garantir une éducation de base.

Mais l'on préfère dépenser 1 100 milliards de dollars par an pour l'armement. Doit-on accepter et se résigner devant un tel modèle de gouvernance mondiale ? Doit-on réciter la liturgie néolibérale répétant « il n'y a pas d'alternative » ?

Aux Etats-Unis, entre 1959 et 1995, le PIB a augmenté de 240%, mais pendant cette période l'indicateur de santé sociale, regroupant neuf indicateurs sociaux, a baissé de 40%. 23% des américains vivent en dessous du seuil de pauvreté (22% en Angleterre) et 1% de la population est incarcérée (chiffre multiplié par 4 en 25 ans). « Les USA sont en train de devenir un pays riche aux populations pauvres... Le pouvoir d'achat du salaire minimum est aujourd'hui inférieur de 35% de ce qu'il était il y a 30 ans » (Joseph E. Stiglitz).

Cette concentration spectaculaire des inégalités résulte d'un système structurellement injuste mais aussi de pratiques conjoncturelles indignes : rétributions pharaoniques et parachutes dorés des grands patrons, primes des cadres de banques financières. Comme le reconnaît Sicco Mansholt, Président de la Commission Européenne en 1972, « La croissance n'est qu'un objectif politique immédiat servant les intérêts des minorités dominantes ».

En France, le nombre de bénéficiaires du RMI a doublé en dix ans et 10% de la population survit grâce aux minima sociaux. Plus de 7 millions de salariés perçoivent un salaire inférieur à 722 g et se trouvent donc dans l'incapacité de se nourrir et se loger décemment, de même que leur famille. Un tiers des SDF à Paris travaillent et la moitié des Français pense qu'ils pourraient perdre leur logis (Emmaüs, enquête 2006). Alors qu'entre 1980 et 2002 le PIB augmentait de 156%, le chômage passait de 6,2 à 9,5%. Un patron du CAC 40, dont le salaire annuel a triplé depuis 1998, touche en moyenne en un jour ce qu'un ouvrier gagne en un an. De même, en 2006, 36 milliards de dollars ont été distribués en primes de fin d'année dans les cinq principales firmes financières américaines. Bonus obtenus sur le dos des salariés des entreprises rachetées ou restructurées et des Etats qui versent les indemnités de chômage. La logique de privatisation des profits et de socialisation des pertes tient lieu de gouvernance pour le néo-libéralisme. Plus encore depuis le début des années 80, les plus riches,

grâce à leur patrimoine dont la valeur explose sont donc « condamnés » à l'être davantage, au détriment de tous les autres, classes moyennes comprises.

Voilà les modèles économiques que certains ont l'indécence de continuer à encenser.

Le système capitaliste, et la croissance économique qui en est issue, sont par essence créateur d'inégalités et destructeurs de cohésion sociale. Ils n'ont été capables ni de réduire la pauvreté ni de renforcer la cohésion sociale. Nous refusons ce monde où la seule alternative serait de remplacer la misère par la pauvreté. Nous refusons de nous résigner à une société où tout se vend, tout se monnaie, tout se « mérite », même les droits les plus élémentaires de l'être humain.

Et les choses empirent. D'une part, le capitalisme entrepreneurial dont la logique échappait déjà à toute forme de contrôle politique a cédé la place à un capitalisme financier, pour qui la rentabilité maximum du capital à court terme est l'unique objectif, au détriment du travail et des salariés, voire de la pérennité même des entreprises. D'autre part, la concentration croissante des entreprises conduit à la constitution d'un petit nombre de « world companies » solidaires et complices dictant leurs lois au marché et même à certains gouvernements.

La remise en cause de l'idéologie productiviste et de son double, la soumission au marché, qui par définition ignore l'intérêt collectif, devient urgente. Cela signifiera changer radicalement notre modèle social si on ne veut pas que les révoltes et les violences, accompagnées des inévitables réponses répressives et liberticides, tiennent lieu de programme politique.

## **Une croissance infinie dans un monde fini : une équation impossible**

« Vous ne pouvez pas vouloir la réduction des flux de marchandises sans vouloir une économie radicalement différente, une économie dont le but premier n'est pas de faire de l'argent et dans laquelle la richesse ne s'exprime ni ne se mesure en termes monétaires...L'écologie politique est une discipline foncièrement anticapitaliste et subversive » (André Gorz).

L'utopie capitaliste de la croissance matérielle illimitée nous mène droit dans le mur et la droite est irrémédiablement vouée à soutenir ce capitalisme destructeur. Une croissance illimitée dans un monde fini est une illusion. Aberration : la science économique ignore les données écologiques dans son raisonnement et se déconnecte de la réalité de la biosphère. Chacun sait que les ressources naturelles de la planète sont insuffisantes pour permettre à l'humanité de partager un mode de vie à l'européenne et a fortiori Nord Américain. 20% des humains consomment 80% des ressources de la planète. 1,2 planètes seraient nécessaires pour continuer à exploiter les ressources naturelles mondiales au rythme actuel. Avec une croissance mondiale de simplement 3% par an il en faudrait plus de 8 en 2100.

Le PIB à l'échelle internationale a été multiplié par sept en 50 ans. En un siècle la population du globe a été multipliée par quatre et la consommation d'énergie par dix, pour 20 fois plus de richesses produites et 50 fois plus de biens industriels. Si chaque habitant du globe devait consommer autant que ceux des pays développés il faudrait en 2050 produire huit fois plus d'énergie. Nous savons que ce

n'est pas possible. Mais « nous ne voulons pas croire ce que nous savons » (Jean Pierre Dupuy).

Un système économique qui détruit l'environnement s'autodétruit. Même en Chine, considérée actuellement par beaucoup comme l'un des principaux bénéficiaires de la mondialisation, (l'ultralibéralisme économique peut faire bon ménage avec le totalitarisme politique) si on ajoutait les coûts cachés liés aux réductions des ressources naturelles et à la pollution, la croissance du PIB chinois serait diminuée entre 1985 et 2000 de 3 à 5 points. Mais ce sont en Chine comme ailleurs les générations futures qui paieront la note.

### ***Un modèle économique qui détruit la planète et affame l'humanité***

Pour le climat, le constat est maintenant sans appel : l'homme dérégule de façon irréversible le climat de la planète dans laquelle il vit en acceptant quasiment sereinement les conséquences dramatiques qu'il a lui-même calculées. La corrélation entre le réchauffement climatique lié à l'effet de serre et l'activité humaine n'est plus mise en doute. D'ores et déjà les réfugiés climatiques sont plus nombreux que ceux des guerres. 13 millions d'hectares de forêts, qui sont des puits à CO<sub>2</sub>, sont défrichées chaque année. Avec la montée de la désertification, 2 milliards d'habitants souffriront de pénurie d'eau en 2025.

Lutter contre le réchauffement climatique devrait coûter aujourd'hui 1% du PIB mondial par an, mais si on ne fait rien ou peu, cela coûtera 20% en 2050, soit 5500 milliards de dollars (Rapport Nicholas Stern). Le colonialisme, la révolution agricole de l'après guerre, la mondialisation des échanges, puis la recherche d'énergies alternatives ont totalement modifié la production agricole et ont abouti à la catastrophe prévisible que révèle aujourd'hui l'actuelle crise alimentaire. La destruction de l'agriculture vivrière des pays du sud s'est faite aussi bien au profit des productions destinées à l'exportation vers les pays du nord qu'à celui des producteurs du nord aidés pour écouler leurs excédants vers des pays privés ainsi des moyens d'autosuffisance alimentaire.

Le modèle productiviste agricole a été soutenu notamment par l'industrie de l'agro-fourmiture et par des choix de politiques publiques privilégiant des orientations productivistes au détriment de l'environnement. Ce modèle conduit aujourd'hui à une destruction du sol (espace vivant), à une mise sous tutelle des producteurs au profit des géants de l'agrochimie détenteurs de brevets, et à une destruction de la biodiversité, notamment des ressources agricoles condamnant de fait les alternatives naturelles aux modifications climatiques.

Enfin, les options énergétiques qui ont conduit au transfert d'usage des terres agricoles ou forestières au profit de la production d'agrocarburants ont favorisé la spéculation et aggravé la situation alimentaire et environnementale.

### ***La décroissance, un constat juste, une impasse politique ?***

En France René Dumont, lors de la présidentielle de 1974, alerte l'opinion sur les limites des ressources naturelles. Ayant eu raison trop tôt, il recueille moins de 2% des suffrages. La décroissance est donc une idée encore neuve au niveau du grand

public, mais qui ne va pas tarder à se propager en raison de la crise écologique et sociale.

Le terme de décroissance, « mot obus » selon Paul Ariès, sert à interpellier afin de mettre en évidence l'absurdité de l'économisme. Les partisans de ce mouvement souhaitent que la décroissance matérielle soit accompagnée d'une croissance relationnelle, conviviale et spirituelle. Et cela n'a rien à voir avec le retour à la bougie, comme les caricaturent trop souvent les partisans aveugles de la croissance.

Si vous parlez aujourd'hui de décroissance, il y a de fortes chances pour que la plupart des responsables politiques, des entrepreneurs ou des syndicalistes vous considèrent comme un doux rêveur doublé d'un privilégié. Dans un pays qui compte 7 millions de chômeurs ou précaires, il est normal que ce vocable passe mal. « Une idéologie de gosses de riches », titrait Le Monde. Les théoriciens du mouvement ont eux-mêmes conscience de cette difficulté, reconnaissant que cette pensée engendrait le meilleur mais parfois aussi le pire. Il ne faut pas que la tentation mimétique entraîne les militants de la décroissance vers la logique néfaste d'une nouvelle idéologie « décroissantiste ». D'où l'auto-dénomination d'objecteurs de croissance. « Le terme de décroissance sera aussi dépassé lorsqu'il aura fait son travail de cri d'alarme » soutient Paul Ariès.

Pour nous l'idéologie de la décroissance ne serait pas plus pertinente que l'idéologie de la croissance. Selon Serge Latouche, il serait plus opportun de parler d'a-croissance comme l'on parle d'a-théisme pour refuser le culte actuellement dominant de la croissance présenté comme la seule religion mondiale économiquement possible. Nous le rejoignons tout en préférant le terme d'alterdéveloppement.

Cela signifie concrètement qu'il faut définir, en fonction de notre idéal de société, les secteurs qui devront croître mais aussi ceux qui devront décroître afin de construire une politique mettant le bien-être humain des générations actuelles et futures au 1er rang des objectifs. Cela signifie également qu'il faut déconstruire les trois piliers qui supportent la croissance et qui constituent de véritables « pousse au crime » (Serge Latouche) :

- la publicité qui fait du citoyen un consommateur en état d'insatisfaction et de frustration permanent
- l'obsolescence des produits qui nécessite consommation et exploitation abusive des ressources
- l'essor du crédit à la consommation dans le cadre d'un système économique reposant sur l'accroissement du besoin tout en précarisant et dominant le consommateur

## **3.2. La consommation, nouvel opium du peuple**

Notre alterdéveloppement implique une réflexion sur un partage de biens relationnels, de services aux personnes, de service à la réparation des biens (plutôt que de produire des biens dont la durée de vie est de plus en plus courte), d'activités culturelles et associatives.

La consommation doit en effet être liée à l'aspiration à une meilleure qualité de vie, et non à une accumulation illimitée de biens, illusoire promesse du bonheur. L'objectif est bien de la replacer par rapport à un autre modèle de développement, plus juste, respec-

teux de l'environnement, en phase avec les véritables besoins des femmes et des hommes. En résumé : « Moins de biens, plus de liens ».

### **La consommation comme révélateur de la crise identitaire**

Au delà de la réalité économique, la société souffre aujourd'hui d'une crise identitaire, d'un profond désenchantement du monde. Cette crise d'identité est liée à la mise en avant de l'individu aux dépens du collectif et à la croyance que la somme des réussites matérielles de chacun fait le bonheur de tous.

La consommation perd sa finalité première, qui est de répondre à un besoin : on consomme parce que les autres consomment. Parallèlement et paradoxalement, les modèles de réussite véhiculés par les médias et la publicité mettent toujours en avant l'exception, la distinction, la performance. Il faut consommer pour se distinguer, pour afficher sa différence, sa réussite. Cette instabilité oblige à « jouer » en permanence, à être toujours en représentation, même avec ses proches.

De fait il n'y a plus d'identité, mais un processus permanent d'identification qui conduit à assumer une multiplicité de rôles changeants.

Le processus d'affirmation de l'identité par la consommation est de fait voué à l'échec : il est construit sur un perpétuel recommencement - sorte de déclinaison moderne de Sisyphe -, inquiétant et absurde. Ce processus conduit à un mode d'appartenance au groupe, de distinction ou d'exclusion qui débouche, dans tous les cas, sur une identité superficielle qui nous échappe.

L'augmentation de la production ne peut être le seul indicateur de richesse pas plus que l'acquisition croissante de biens par chaque individu. De la même façon que la société n'est pas une entreprise dont la vocation est de produire toujours plus, chacun d'entre nous n'a pas celle de consommer toujours plus. Quel serait l'objectif réel ?

### **La société de consommation confond besoin et désir**

La société de consommation s'impose à tous. Dès l'enfance, elle fixe un système de références nous permettant de nous situer, de nous comparer, de nous valoriser. Elle a construit un mode de socialisation à part entière, a noyé le sens de l'acquisition et a corrompu la notion de désir.

Les besoins humains sont à la fois individuels et sociaux, matériels et spirituels. Le système capitaliste recourt abusivement à cette notion de besoin qu'il présente comme une catégorie naturelle et extensible à l'infini. La logique des besoins, naturelle à l'origine, s'est étendue à la totalité des désirs humains, comme si la société devait saisir tout désir et le transformer en besoin, et organiser la production collective pour les satisfaire.

D'où les incessantes exhortations à consommer. La consommation est devenue un acte civique. Elle peut porter sur n'importe quoi, pourvu que cela apparaisse dans les statistiques officielles, pourvu que cela soit visible.

L'homme n'est alors plus qu'un producteur/consommateur. Il passe sa vie, consacre ses forces à réaliser la production qui a pour but de satisfaire les désirs traduits des autres. L'ensemble de la société ne travaille plus que pour un seul but : nourrir ce feu de la consommation.

### **La consommation agit comme une drogue**

La consommation est devenue le nouvel opium du peuple. Il y a une religion du marché - et la sémantique n'est pas neutre : temples de la consommation, grands prêtres de l'économie, foi dans le progrès, liturgie publicitaire, credo du pouvoir d'achat (le fondamentalisme marchand dont parle Stiglitz). L'ultralibéralisme et le marxisme revisités à la mode soviétique ou chinoise communient ensemble à la vision d'une humanité se réalisant par le développement économique.

La publicité et le marketing (500 milliards de dollars par an dans le monde, 32 milliards d'euros en France) sont là pour dire que l'épanouissement et le bonheur ne peuvent passer que par la consommation d'objets pour partie superflus. Pour reprendre ce que disait Lacan à propos de l'amour, on pourrait dire que le marketing, « c'est proposer quelque chose qu'on n'a pas à quelqu'un qui n'en veut pas ». Dégradation de l'être en avoir, puis de l'avoir en paraître avec le spectacle érigé en marchandise suprême. « On connaît le prix de tout mais la valeur de rien » (Oscar Wilde).

Aux notions freudiennes de psychose/névrose s'ajoutent les phénomènes d'addiction/ dépression liée à la privation d'objets devenus indispensables : addiction à la voiture puis à la télévision pour la génération précédente, addiction à l'informatique et à l'Internet pour les générations actuelles, addiction aux téléphones portables et aux jeux vidéo pour les plus jeunes. Il ne s'agit pas ici de contester l'intérêt que peut avoir l'usage intelligent de ces produits, mais de constater que trop souvent ce sont les utilisateurs qui sont au service de ces produits et non l'inverse. D'où les phénomènes de dépendance qui agissent comme de nouvelles drogues.

Il est donc aussi de la responsabilité de chacun de porter un regard critique sur la société de consommation en interrogeant ses propres besoins et désirs.

### **3.3. Le travail érigé en valeur**

*« Tout se passe comme si le travail épuisait toute l'activité humaine. Or, d'une part l'activité humaine ne se réduit pas au travail, elle est au contraire multiple, et d'autre part, il me semble urgent de réduire la place occupée, réellement et symboliquement, par le travail précisément pour laisser se développer d'autres activités très nécessaires aussi au bien-être individuel, à la réalisation de soi, au lien social... »* (Dominique Méda).

Dans le prolongement de la réflexion de Dominique Méda, nous pensons que nous devons remettre profondément en cause la place du travail dans notre société. Nous contestons le discours actuel qui institue le travail comme une valeur émancipatrice, comme un vecteur de réalisation individuelle.

Bien entendu, cette position n'est absolument pas incompatible avec la conviction que tout citoyen doit avoir accès au travail et que la lutte contre le chômage doit rester une priorité. Nous sommes parfaitement conscients que dans une société comme la nôtre qui sacralise le travail, il est très difficile de poser sereinement les termes du débat tant les souffrances (matérielles et sociales) liées au chômage, rendent parfois inaudible cette réflexion.

Évacuons donc d'emblée tout malentendu afin d'éviter toute caricature : nous pensons que le travail doit être un lien social de qualité



auquel chaque individu doit pouvoir avoir accès. Une perspective de plein emploi doit rester essentielle, tout comme la conquête de nouveaux droits.

Néanmoins, nous réaffirmons avec force que l'élévation du travail au rang de valeur fondamentale est d'abord le fruit d'une idéologie productiviste, incompatible selon nous, avec un quelconque épanouissement de l'individu.

### **Le travail : activité de production au service de logiques économiques**

L'élévation du travail au rang de valeur est le fruit d'un processus historique lié au développement du capitalisme, caractérisé par la soumission de l'ensemble des sphères de la vie aux considérations économiques et à l'impératif d'augmentation de la production et de la consommation.

Le capitalisme considère le travail comme un simple facteur de production, c'est à dire comme un coût, une variable d'ajustement au service d'une logique implacable : la recherche de profit pour le détenteur du capital.

Le travail est aujourd'hui le support et l'alibi de la croissance, la source des enrichissements fabuleux dont profitent quelques uns et dont le grand nombre, ébloui par l'illusoire attente de participer un jour au festin, se résigne davantage qu'il ne se scandalise. Voie obligée d'une participation aux tentations de la société d'abondance, le travail est soumis au chantage incessant d'une obligation de compétitivité, placé dans une situation de concurrence déréglée avec des armes très affaiblies et des défenses émoussées.

La direction de l'entreprise, arbitre entre différents coûts : matières premières, loyers, frais de personnels...comme s'il y avait une équivalence entre toutes ces lignes comptables. La « ressource humaine » est donc analysée, décortiquée, et valorisée selon le prix du marché.

Cette valorisation n'a donc rien à voir avec la pénibilité ou la perturbation de l'usage du bien ou service produit. Elle est directement déterminée par un raisonnement économique qui évalue la rareté relative du savoir-faire au sein d'un processus de production. Cela signifie, plus abruptement, que dans un environnement concurrentiel internationalisé, soit le salaire baisse, soit l'emploi est délocalisé. Bien évidemment, dans une situation de chômage, le rapport de force est beaucoup plus favorable aux employeurs et impose des baisses ou des gels de rémunération en jouant sur les peurs. Dans ces conditions, comment peut-on imaginer que chaque individu puisse s'épanouir dans son travail ? Comme valeur morale, on doit pouvoir trouver mieux...Comme lien social central, on doit pouvoir trouver plus juste et plus égalitaire.

Certes, certains prennent plaisir à travailler. Pour autant nous ne devons pas perdre de vue que ce n'est pas le cas pour l'immense majorité des salariés pour qui le travail reste une contrainte physique et psychologique.

Le lien de subordination est en effet un des éléments essentiels inhérents à la valeur « travail ». Ce lien « ...existe entre le salarié et son employeur, celui-ci se déduisant quasi logiquement de la nature du contrat de travail. Autrement dit, à partir du moment où l'on considère que le travail humain peut faire l'objet d'un négoce, cet achat a pour conséquence la libre disposition de ce qui a été acheté (...) » (Dominique Méda).

Il est évident que, dans la relation de travail, il y a une asymétrie totale entre celui qui postule pour un emploi afin de subvenir à ses besoins et celui qui décide et choisit. Pour prendre en compte et compenser très partiellement l'inégalité du lien de subordination, le législateur a instauré, sous la pression ouvrière, un droit du travail sans cesse remis en cause. On comprend dès lors l'acharnement des libéraux à faire disparaître cette protection fondamentale...

En faisant du travail une « valeur », la droite est cohérente avec ses idéaux et avec le système qu'elle défend qui est fondé sur l'efficacité économique, la recherche du profit, et l'idée maîtresse que la richesse de quelques-uns crée le travail des autres.

La gauche, héritière d'une tradition matérialiste, prend aujourd'hui parfois position pour une « réhabilitation de la valeur travail ». Comme si ce qui fonde notre pacte social et notre « vivre ensemble » devait se réduire à une activité productive rémunérée. Cette gauche revendique un héritage où le sens de l'histoire de l'homme serait d'humaniser le naturel, de le modeler, de repousser l'animalité du monde. Dans cette hypothèse, l'homme se réaliserait totalement dans sa production. Le vrai combat, le seul qui vaille, serait de repousser la logique de ceux qui cherchent à valoriser le capital au détriment du travail. Il serait de valoriser les droits et les pouvoirs du travailleur afin finalement de rendre le travail et donc l'homme conforme à son essence. Nous ne partageons pas cette orientation. Avant d'être perçu comme un moyen permettant d'aménager la nature ou même d'humaniser le monde, le travail est d'abord né comme facteur de production. Nous refusons donc de considérer l'activité de production comme liée à l'essence de l'homme ou même au sens de son histoire. En ce sens, comme Dominique Méda, nous considérons que « (...) Le caractère aliénant du travail ne disparaît pas du fait de l'appropriation collective des moyens de production. Que les capitaux soient détenus par les travailleurs plutôt que par les capitalistes changerait finalement peu de chose aux conditions concrètes de travail; l'organisation sera toujours le fait de quelques uns et non de tous (...) autrement dit, l'abolition du rapport salarial ne suffit pas à rendre le travail autonome (...) ».

Devrions-nous continuer à ériger en unique lien social, en valeur, une activité structurellement inégalitaire ? Nous ne le pensons pas. Le travail est et demeure aliénant, aliénant par nature, parce qu'il résulte d'un rapport de subordination marchande entre les individus, servant un système dont la logique est étrangère à la notion même d'humanité.

### **Le travail et la valorisation du mérite**

La droite a fait du « mérite » et du « travail » le fondement de sa réflexion politique. Et curieusement, on sent la gauche un peu gênée sur cette question. Chacun fait d'ailleurs comme si le mérite et le travail étaient des notions établies dont l'acceptation et l'utilisation allaient de soi.

Qu'entend-on par mérite ? S'agit-il des efforts nécessaires que chaque citoyen fait sur lui-même pour apprendre, pour contribuer à la vie collective afin d'agir de façon éclairée dans la cité ? Non, bien évidemment.

Quand la droite évoque le mérite, il le lie naturellement à ce que l'on appelle « la réussite ». Le mérite devient donc l'argument libéral et conservateur par excellence qui se décline en général sur le thème : « en fonction de sa volonté et de son travail, « on » réussit plus ou moins bien sur une échelle de valeur donnée ».

Là encore, de quelle échelle parle-t-on ? De cette échelle qui hiérarchise les individus et les valorise en fonction de leur efficacité économique, elle-même déterminée par les lois du marché ? Dans ce monde – notre monde – le savoir-faire ou le savoir-être d'une assistante sociale ou d'un ouvrier « vaut » 5 fois moins que celui d'un cadre supérieur.

A droite, on légitime cet ordre des choses en s'appuyant sur le « mérite », le mérite de droite, celui d'être né dans une famille culturellement ou financièrement favorisée, celui de ne pas avoir de problèmes de santé, celui d'avoir eu la chance de faire les bonnes rencontres au bon moment. Bref, le mérite que nous mériterions tous !

Et la gauche dans tout ça ? On lui parle « mérite », elle répond « lutte contre le phénomène de reproduction sociale ». En se centrant sur la « remise en marche de l'ascenseur social », elle ne remet plus en cause la hiérarchie sociale ni les valeurs et les logiques qui ont conduit à les construire. Elle finit donc implicitement par légitimer un système et ses inégalités inhérentes en proposant des mesures, simplement correctrices, qui ne changeront pas fondamentalement l'ordre des choses puisque l'injustice est justement l'un des ressorts essentiels du système.

La question n'est donc pas de savoir comment corriger le système en donnant à chacun la possibilité d'être « méritant », mais de savoir comment repenser l'échelle de valeur des rapports humains.

### **Le travail doit revenir à sa « juste » place**

Nous pensons que l'accès de tous à un emploi de qualité n'est pas incompatible avec une critique de la centralité de la valeur travail, considérée comme unique vecteur de droit et de reconnaissance. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause le travail en soi, ou de prôner sa fin. Ce n'est pas son existence mais sa place qui est en cause.

Aujourd'hui le travail est-il à sa « juste place » parmi les activités humaines ? La réponse est clairement non. Nous souhaitons défendre le caractère diversifié des activités humaines indispensables à l'équilibre humain, qu'elles soient familiales, culturelles, associatives, politiques, amoureuses... Le travail doit retrouver sa « juste place ». Posons donc la question suivante sans ambiguïté : et si, en défendant un autre idéal, une autre notion de la richesse, une autre vision du monde, la glorification aveugle du mérite et du travail n'avait plus de sens ? Alors il faudrait accepter de changer de système et de promouvoir un système humaniste où la logique dominante n'est plus marchande, où l'essentiel n'est pas « économiquement mesurable ». Une société où la richesse se définit différemment.

Parce que le travail et les hiérarchies sociales ne doivent pas être le fruit de décisions économiques, nous proposons de prolonger et d'approfondir de manière significative la réduction du temps de travail. Nous proposons d'accorder un vrai statut aux activités non productives (associatives, politiques, humanitaires...). Nous souhaitons également promouvoir une gestion du temps, tout au long de la vie, qui permettrait à chacun d'interrompre son activité productive pour se consacrer à des projets personnels et collectifs.

Par ailleurs, nous refusons de reconnaître comme idéal de société ce que certains appellent la « société du travail » en l'opposant à l'« assistanat », ce qui finit de laisser penser que si l'on n'a pas eu la chance de trouver, d'accéder à un emploi, alors il n'est pas question d'assurance maladie, de revenu de subsistance, de retraite... Comme si seul le travail participait au bien être collectif, comme si chacun avait le

choix et l'égal accès à ce fameux « travail », comme si ceux qui en étaient dépourvus avaient sciemment choisi cette situation pour « profiter » du système.

Socialement, économiquement, le chômage se révèle dramatique pour ceux qui perdent leur emploi. « Dans une société qui a fait du travail sa norme et son mythe, la source du revenu, de l'identité et du contact des individus, comment ne pas être convaincu que l'absence de travail équivaut à une sorte de mort sociale qui se traduit non seulement par une baisse du revenu disponible mais aussi par le sentiment de son inutilité sociale, de son incapacité, par le désœuvrement, par l'absence d'estime de soi » (Dominique Méda).

Relativiser l'obligation de croissance, tempérer l'appétit de consommation, soustraire le travail rémunéré aux injonctions du profit, réduire l'espace qui lui est réservé, s'ouvrir à la gratuité, tous ces éléments devraient permettre une société plus apaisée. Ils devraient permettre une société plus ouverte, respectueuse de la pluralité des activités humaines par lesquelles les êtres humains trouvent la réalisation d'eux-mêmes au travers d'un lien social enrichi. Remettre le travail à sa vraie place, resituer ses objectifs, inventer pour lui un cadre humain, c'est donner accès à l'homme à un espace de créativité, à une temporalité plus heureuse.

### **3.4. De nouveaux indicateurs de richesse**

*« Les concepts et les mesures de la croissance, de la productivité et du pouvoir d'achat, ne veulent pratiquement plus rien dire dans les activités en passe de devenir majoritaires dans l'emploi des pays développés : l'éducation, la santé, l'action sociale, les services, les administrations publiques, les conseils aux entreprises ou aux particuliers, la recherche, les banques...*

*Ces concepts, hérités du modèle dit « fordiste » de la grande industrie ou de l'agriculture à grande échelle, sont aujourd'hui largement dépassés » (Jean Gadrey).*

Aujourd'hui le calcul de la croissance repose sur le produit intérieur brut, le fameux PIB, c'est à dire la valeur marchande créée par l'économie lorsqu'elle produit tous les biens et services qui se vendent dans un pays pendant une année. On ajoute ensuite à cette valeur marchande l'essentiel des « coûts de production » des services non marchands des administrations publiques. Ce n'est pas la valeur de ces services si tant est qu'on puisse la mesurer, qui est intégré au PIB mais leur coût (ex : pour le PIB, la valeur créée par un hôpital se mesure essentiellement aux salaires des fonctionnaires mais pas à l'importance du service rendu). Le PIB est donc une richesse purement économique et monétaire.

Avec ce mode de calcul, les réparations des catastrophes naturelles et humaines, le traitement de déchets excessifs, les dépenses liées à la dégradation des conditions de vie et de travail... font progresser le PIB. Non seulement on ne tient pas compte des pertes de patrimoine naturel, mais on comptabilise sa destruction organisée telle que l'extraction des matières premières par exemple. Mais encore de nombreuses activités et ressources qui contribuent au bien-être, comme le bénévolat, le travail domestique, les activités culturelles ou encore l'éducation populaire, ne sont pas prises en compte.

Le PIB n'a pas été conçu pour être un indicateur de bien-être, mais son instrumentalisation politique a fait croire qu'il en était un. Pourtant

le décalage entre le PIB et les indicateurs de santé sociale ou de qualité environnementale devient flagrant. Nous devons chausser d'autres lunettes que celles du PIB et combattre son caractère et son utilisation impérialiste.

Il existe plusieurs dizaines d'indicateurs alternatifs et il serait illusoire, voire dangereux de guider une politique avec un seul indicateur figé, censé définir dans l'absolu le niveau du bonheur collectif sur terre. C'est leur complémentarité qui donne une vision plus large du niveau de richesse d'une société.

Ce n'est pas à une minorité d'experts de définir et quantifier cette notion complexe, capable d'évoluer dans le temps, dans l'espace et variant selon les différentes cultures humaines. La démarche comporte nécessairement une part d'appréciation subjective dans le choix des indicateurs retenus ainsi que dans le poids accordé à chacun d'eux : comment additionner par exemple des taux de chômage et des inégalités de revenus, des expulsions et des nombres de français soumis à l'ISF ?

On doit néanmoins exiger la publication régulière et comparative d'indicateurs mesurant des richesses autres que purement économiques. Parmi ceux-ci, Utopia en retient cinq principaux :

- L'Indicateur de Développement Humain (IDH) qui complète le PIB par des indicateurs de santé et d'éducation.
- L'Indice de Santé Sociale (ISS) qui intègre notamment, outre la santé et l'éducation, des critères de pauvreté, d'inégalités et d'accidents.
- L'empreinte écologique qui reflète le degré d'utilisation de la nature par l'Homme.
- Le PIB Vert qui corrige le PIB en déduisant les coûts des dommages environnementaux et sociaux.
- Le Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté (PIB 40), seul indicateur synthétique, alternatif digne de ce nom disponible en France qui intègre 60 critères sociaux différents.

### **Comment ces indicateurs peuvent-ils être utilisés ?**

*« Il faut absolument nous doter des instruments nous permettant de réintégrer dans les décisions publiques et privées des éléments ou des activités qui comptent actuellement pour rien dans le PIB... C'est toute notre notion de richesse sociale qu'il nous faut donc reconsidérer » (Dominique Méda).*

L'objectif est bien de mettre des indicateurs de ce type au service du développement humain et écologique. Ils ont vocation à être produits à la fois au niveau local, régional, national, européen et mondial afin d'être débattus.

Il faudrait les publier annuellement, en même temps que les comptes de la nation et les présenter au Parlement et dans les collectivités territoriales avec la même solennité. Ces indicateurs fourniraient ainsi l'occasion aux pouvoirs politiques d'alimenter le débat public sur le sens du développement et ainsi de déterminer les mesures à mettre en œuvre.

Rien ne se prête actuellement à un large débat public sur le sens du progrès, et sur celui des politiques économiques. Un tableau de bord pourrait reprendre des indicateurs de ce type pour servir de boussole à la mise en œuvre d'un projet de société visant à l'amélioration du bien-être individuel et collectif.

Enfin, il est essentiel de promouvoir aussi ce que de nombreux militants associatifs appellent la comptabilité du 21<sup>ème</sup> siècle, c'est-à-dire une comptabilité adaptée aux enjeux de notre temps, mesurant de manière différente la richesse. Comptes économiques, sociaux et environnementaux sont indissociables.

## **4. Conclusion : réinventer la politique**

**« Mais Alors dit Alice, si le monde n'a aucun sens, qui nous empêche d'en inventer un ? » (Lewis Carroll).**

La crise sociale et écologique nous entraîne dans une mission redoutable mais exaltante. Une mission qui demandera à notre génération de réinventer la politique et de construire un monde permettant à chacun de se réaliser individuellement et collectivement. Une mission qui devra repenser le social dans le cadre de l'écologie et l'écologie dans sa dimension sociale et politique. Une mission qui devra déconstruire l'idéologie productiviste dominante et réconcilier le global et le local. Une mission qui redéfinira ce qu'est la richesse pour une société et pour un individu, et traduira en actes et en propositions nos convictions et notre enthousiasme.

En ce début de siècle, le capitalisme productiviste et financier est condamné. Pourtant sa bonne santé apparente est spectaculaire et insolente. Il règne en maître sur la production des produits et services, sur la diffusion d'une culture mondialisée et a réussi à déconnecter le monde financier de l'économie réelle. Pourtant, des signes annonciateurs de sa fin commencent à apparaître : épuisement des ressources naturelles, dérèglement climatique, montée en puissance des inégalités, dégradation des conditions de vie sur terre, pollutions de l'eau, de l'air et du sol, replis communautaires et religieux.

Reprendre le combat des idées et du projet de société, lutter contre l'idéologie dominante pour laquelle croissance matérielle, épanouissement par la consommation et centralité de la valeur travail est l'horizon indépassable : voilà le socle, l'accord minimum qui permet à tous ceux qui partagent ce constat de nous rejoindre pour construire les fondations d'un alterdéveloppement.

Le 21<sup>ème</sup> siècle devra être social, écologique et convivial ou sera celui des catastrophes naturelles et humaines.

Oui, une autre manière d'imaginer, de penser et de faire de la politique est possible. Sur le fond et sur la forme, on ne peut vouloir une autre politique en la faisant comme avant.

S'il semble plus nécessaire que jamais de réinventer un nouvel idéal, il faut aussi être capable de le porter concrètement. C'est ce que nous faisons sur la base d'orientations qui nous situe bien souvent à contre courant des idées reçues, y compris à gauche.

A travers notre approche du socialisme, de l'écologie, à travers notre vision alter mondialiste et notre conception élargie des droits fondamentaux, nous exposons dans un livre, notre projet de société en avançant, thème par thème, orientations et propositions concrètes :

**Manifeste UTOPIA, ouvrage collectif, édition Parangon, disponible en librairie depuis juin 2008.**

Nous sommes et resterons certainement encore quelques temps minoritaires. Mais ce sont toujours les minorités qui arrivent à faire bouger les choses. Tous les grands changements ont eu comme catalyseur un groupe d'individus capables de cristalliser les attentes, de construire les rapports de force, de proposer un nouveau projet de société. Nous voulons, avec d'autres, être de ceux là.

La mise en cause du productivisme et la construction, non d'alternances, mais d'alternatives susceptibles à terme d'entraîner l'adhésion du plus grand nombre est notre impératif et notre urgence. Et l'urgence, c'est aujourd'hui, ensemble.

## **5. UTOPIA, une démarche politique globale**

L'équation est simple : Comment faire avancer notre corpus politique de façon la plus efficace possible ?

### ***A travers les partis politiques***

Avec toutes leurs insuffisances et leurs lourdeurs, les partis politiques sont aujourd'hui les instruments privilégiés de notre démocratie. Au niveau local comme au niveau national, ils définissent une ligne politique, désignent des dirigeants et – théoriquement – mettent en œuvre des programmes électoraux. Nous considérons donc les partis comme des outils incontournables qu'il faut investir et au sein desquels il faut peser pour faire progresser nos idées.

Aujourd'hui présents au PS (où nous avons déposé des motions en 2003 et en 2005) et chez les Verts (où nous avons déposé une contribution au débat dans le cadre du congrès de Bordeaux), nous avons l'ambition de bousculer la segmentation traditionnelle entre les partis de gauche en nous positionnant sur le fond et non sur les questions de personnes.

Pour ce faire, nous souhaitons défendre, toujours plus largement, les mêmes orientations élaborées collectivement au sein d'Utopia par des militants issus de ces partis, mais également du mouvement social, associatif et altermondialiste.

### ***A travers un cycle de conférences***

Le cycle de conférences que nous organisons à Paris et en province permet un débat entre intellectuels et politiques (<http://:utopia-conf.free.fr>). Il répond à une double exigence : d'une part, la nécessité pour Utopia de poursuivre sa réflexion de fond et de l'enrichir sans relâche sur de nombreux thèmes ; d'autre part la possibilité de

créer un espace public sur des thèmes identifiés qui touche des publics peu familiers du monde politique à s'intéresser à la chose publique, aux problématiques économiques, et surtout d'appréhender des logiques différentes de la logique dominante.

La réussite de ces conférences montre à quel point il est devenu impératif pour les organisations politiques traditionnelles de revisiter leur rapport au militantisme.

### ***A travers des partenariats avec des cinémas indépendants***

Grâce au réseau de cinémas indépendants Utopia (créé bien avant notre mouvement) et d'autres cinémas indépendants, nous organisons, sur tout le territoire national, des projections débats avec, lorsque c'est possible, la participation des réalisateurs. Cette démarche permet le débat autour des axes de réflexion et des thèmes développés dans le film.

Il s'agit de faire de la politique autrement, au plus près des citoyens, échanger, susciter la réflexion, tenter de faire connaître nos positions, amener chacun à développer son rôle de citoyen, notamment dans le champ associatif ou politique.

### ***A travers des liens forts avec le monde intellectuel***

Utopia, pour approfondir sa réflexion, tisse des liens privilégiés avec de nombreux intellectuels engagés. Nous avons lancé à l'automne 2007 un Comité Scientifique qui réunit des chercheurs de toutes disciplines prêts à discuter avec nous de notre approche et de notre ligne politique.

Par ailleurs, partenaire du CEPN (Centre d'Economie de l'Université Paris Nord, Unité de recherche du CNRS), Utopia souhaite créer une véritable synergie avec le monde universitaire. Cette ambition s'est également concrétisée à travers un partenariat avec le mensuel Alternatives Economiques qui relaye nos conférences et participe à certains de nos débats.

### ***A travers une internationalisation de notre mouvement***

Présent lors du dernier Forum Social Européen (Athènes en 2006, Malmö en 2008), Utopia est en contact avec de nombreux responsables et militants européens partageant son ambition.

L'objectif d'Utopia est bien de créer un réseau international avec toutes les associations, mouvements, partis politiques, syndicats ou citoyens du monde se reconnaissant dans sa démarche. D'ores et déjà, nous avons des relais en Uruguay, Allemagne, Algérie, Italie, Belgique, Hongrie et Grèce. Il ne s'agit que d'un début...

*Cette contribution générale est également téléchargeable sur notre site [www.mouvementutopia.org](http://www.mouvementutopia.org)*

*Pour la signer il vous suffit d'envoyer un mail à [utopiaps@mouvementutopia.org](mailto:utopiaps@mouvementutopia.org) en indiquant votre fédération ou d'envoyer un courrier à Mouvement Utopia – 33 rue Falguière – 75015 Paris.*